

REPUBLIQUE DU CAMEROUN  
*Paix – Travail – Patrie*

-----

INSTITUT NATIONAL DE LA  
STATISTIQUE

-----



REPUBLIC OF CAMEROON  
*Peace – Work – Fatherland*

-----

NATIONAL INSTITUTE OF  
STATISTICS

-----

**RGÉ 2009**

## **RECENSEMENT GÉNÉRAL DES ENTREPRISES EN 2009**

### **Principaux résultats**

<i>Sommaire</i>	<i>Page</i>
• Note de présentation	1
• Type d'entreprises recensées	2
• Bilan de la collecte	2
• Forme juridique des entreprises recensées	3
• Effectifs employés	3
• Chiffre d'affaires réalisé en 2008	4
• Répartition par secteur d'activité	4
• Type d'organisation comptable	5
• Age des entreprises	5
• Structure du capital social	6
• Obstacles à l'entrepreneuriat	6
• Pénétration des TIC	7
• Valorisation des résultats de la recherche	8
• Protection de l'environnement	8
• Conclusion, recommandations et prochaines étapes	8

*Septembre 2010*

## Note de présentation

Le recensement général des entreprises (RGE), réalisé au cours de la période août-novembre 2009 par l'Institut national de la Statistique (INS), a permis d'identifier et de localiser 93 969 entreprises et établissements en activité au Cameroun à cette période. L'analyse des résultats obtenus confirme la forte représentation du secteur tertiaire avec 86,5%, les principales conséquences étant le foisonnement des activités commerciales et la faible revalorisation des ressources locales. Le secteur agricole moderne est peu représenté et peu développé, tandis que les industries manufacturières constituent l'essentiel du secteur secondaire.

En outre, la jeunesse de la plupart des entreprises rappelle la crise économique qui a sévi au cours des années 80 et 90 et qui a entraîné la disparition de plusieurs unités de production, surtout dans le secteur primaire et secondaire dont les poids ont beaucoup baissé.

Les deux métropoles, à savoir Douala et Yaoundé concentrent près de 60% des entreprises, 68,4% des emplois permanents et 73,8% du chiffre d'affaires. Cette situation explique l'attrait que ces deux métropoles exercent sur les demandeurs d'emploi et justifie la forte concentration des opérateurs du secteur informel.

Les nationaux contrôlent essentiellement les très petites et petites entreprises, le capital des grandes entreprises étant surtout entre les mains des étrangers en majorité d'Europe occidentale.

Il est à noter que ces entreprises modernes offrent moins de 400 000 emplois permanents auxquels s'ajoutent les 196 056 agents publics, total des emplois permanents extrêmement faible au regard d'une population active estimée en 2009 à près de 10 000 000 de personnes. Par rapport à cette incapacité du secteur moderne à secréter des emplois, l'extraordinaire expansion du secteur informel, qui ne constitue en fait qu'un refuge pour les jeunes en quête d'un emploi stable et bien rémunéré, se comprend aisément. Les femmes représentent moins du tiers des effectifs employés et ne dirigent qu'une entreprise sur quatre.

Les entraves au développement des affaires restent importantes. Malgré la lutte que mènent les pouvoirs publics contre ces obstacles, les opérateurs économiques déplorent notamment, par ordre d'importance, les pratiques fiscales décourageantes, la corruption, les difficultés d'accès au crédit, les lenteurs des procédures administratives et la concurrence déloyale non fortement réprimée.

Le faible taux de pénétration des technologies de l'information et de la communication (TIC), l'insuffisante utilisation des résultats de la recherche et le peu d'intérêt à la protection de l'environnement font partie des constats qui ont pu être établis.

Les résultats ainsi produits constituent une source riche d'informations susceptibles de renforcer la confiance à la pertinence des mesures de politique économique inscrites dans le document de stratégie pour la croissance et l'emploi (DSCE) en cours de mise en œuvre.

Le répertoire d'entreprises national qui est mis en place à des fins statistiques, est une base de données dont les opérateurs économiques pourront se servir, notamment à la réalisation des études de marché.

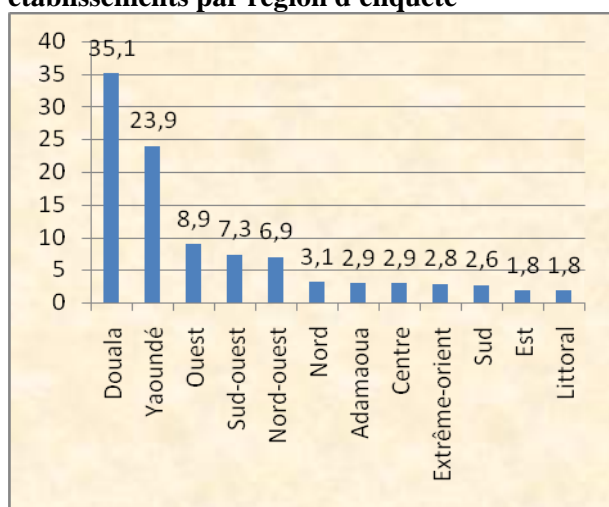
*Les unités de production recensées sont constituées des entreprises localisables installées dans des locaux professionnels.*

Le RGE s'est intéressé à toutes les unités modernes de production localisable et exerçant leurs activités dans des locaux professionnels fixes et permanents. Cette restriction a permis de mieux circonscrire les unités de production formelles dans la mesure où, d'après l'enquête nationale sur le secteur informel de 2005<sup>1</sup>, environ trois quarts des travailleurs informels n'exercent pas dans un local professionnel.

*Le bilan est de 93 969 entreprises et établissements recensés dont 35,1% à Douala 23,9% à Yaoundé*

Suivant la classification en 1) très petites entreprises (TPE), 2) petites entreprises (PE), 3) moyennes entreprises (ME) et 4) grandes entreprises (GE) en fonction de l'importance du chiffre d'affaires et des effectifs employés, 93 969 entreprises en activité ont été recensées ; parmi lesquelles 33 004 unités exercent dans la ville de Douala et 22 436 dans la ville de Yaoundé, ce qui représente 59% pour les deux principales métropoles du pays. Le reste du territoire national se partage les 41% restants. Pour ce qui concerne les questionnaires de structure, 8 035 entreprises ont été retenues à l'issue des opérations d'apurement de la base de données, ce qui a permis de confectionner les différents tableaux de résultats présentés dans le présent rapport, le répertoire d'entreprises national et les rapports thématiques dont les publications vont suivre.

**Graphique 1: répartition des entreprises et établissements par région d'enquête**



Source : INS/RGE 2009

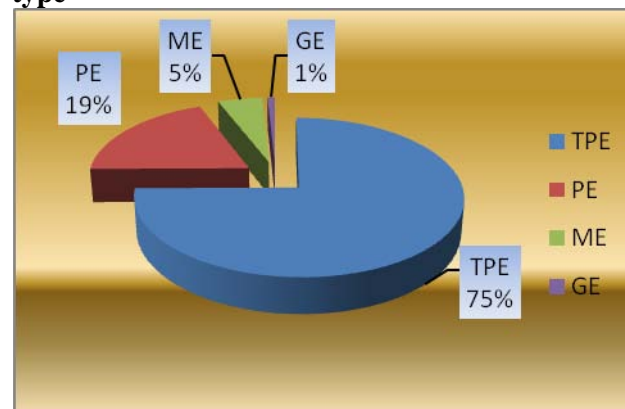
L'examen de la répartition par type d'unités permet de constater que les très petites unités de

Certaines catégories d'entreprises, parmi lesquelles les marchands ambulants, les activités sur les étales en plein air, les taxis, les motos taxis, et les calls box ont été exclues du champ de l'opération.

production représentent plus des deux tiers des entreprises recensées. Celles-ci n'emploient qu'au plus 5 personnes.

Par secteur d'activités, le secteur tertiaire se place en tête avec un 86,5% des entreprises recensées, suivi du secteur secondaire (13,1%) et du secteur primaire (0,4%).

**Graphique 2: répartition des entreprises par type**

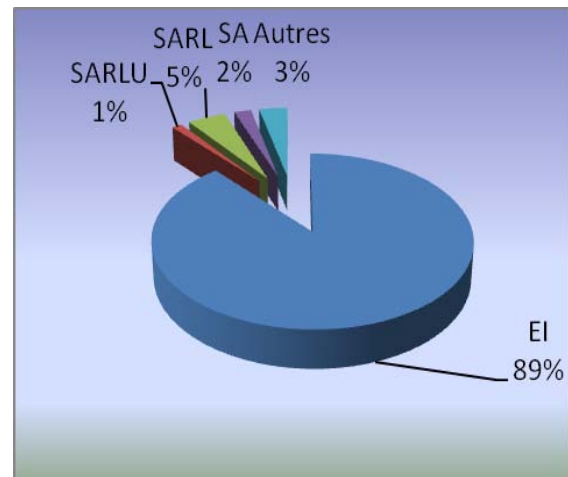


Source : INS/RGE 2009

Un tissu d'entreprises constitué à 89% d'entreprises individuelles, les entreprises de forme sociétaire ne représentant que 11%

Suivant la forme juridique, les entreprises individuelles représentent 89% des entreprises recensées. Les entreprises de forme sociétaire, notamment les SA, les SARL et les SARLU, sont peu nombreuses et ne représentent qu'environ 11% du tissu des entreprises. De même, l'on observe que 8 entreprises commerciales sur 10 sont des entreprises individuelles. Elles sont majoritairement dirigées par les Camerounais. Les sociétés anonymes (SA) et les sociétés à responsabilité limitée (SARL) sont surtout entre les mains des expatriés, notamment les français, les autres ressortissants européens et les américains. En effet, ils dirigent une SA sur trois et 37% des SARL.

**Graphique 3: Répartition des entreprises et établissements selon la forme juridique.**

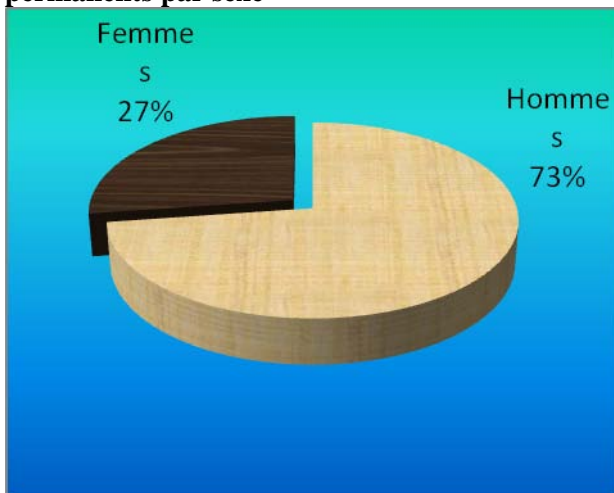


Source : INS/RGE 2009

Avec moins 390 000 emplois permanents, les entreprises révèlent leur incapacité à créer plus d'emplois.

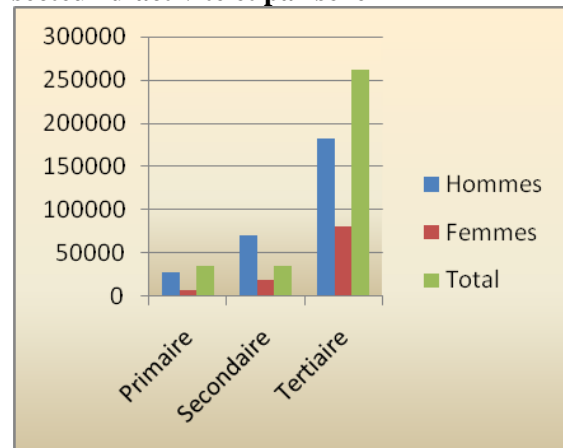
Les entreprises recensées lors du RGE emploient 386 263 travailleurs permanents dont 281 972 hommes (73%) et 104 291 femmes (27%).

**Graphique 4 : Répartition des emplois permanents par sexe**



Source : INS/RGE 2009

**Graphique 5 : Répartition des emplois par secteur d'activité et par sexe**



Source : INS/RGE 200

Même en y ajoutant les 43 495 emplois temporaires recensés, on n'obtient que 429 758 emplois dans le secteur des entreprises, soit 4,3% de la population active estimée à près de 10 000 000 de personnes en 2009.

Il faut rappeler que 196 056 agents travaillent dans la fonction publique. Cette faible capacité d'absorption des entreprises camerounaises, et d'une manière générale du secteur moderne, en matière d'emploi est révélatrice de la fragilité du

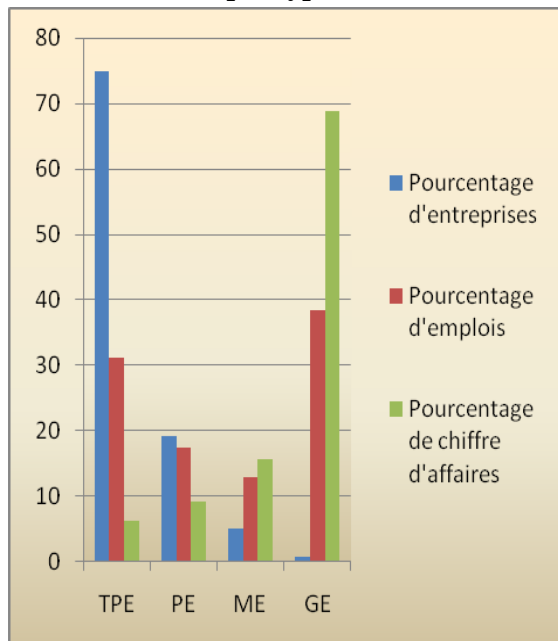
secteur moderne et de son incapacité à créer des emplois salariés décents pour la majorité de la population active qui trouve finalement refuge dans le secteur informel en exerçant des activités précaires.

*Les villes de Douala et de Yaoundé concentrent 68,4% des effectifs employés et 73,8% du chiffre d'affaires produits par les entreprises.*

Suivant le milieu, les villes de Douala et Yaoundé concentrent respectivement 47,1% et 21,3% des emplois permanents.

Sur le plan économique, l'ensemble des entreprises recensées ont réalisé en 2008 un chiffre d'affaires global de 10 225 milliards de francs CFA. Les villes de Douala et de Yaoundé ont produit à elles seules 73,8% de ce chiffre d'affaires, soit 59,7% pour Douala et 14,1% pour Yaoundé.

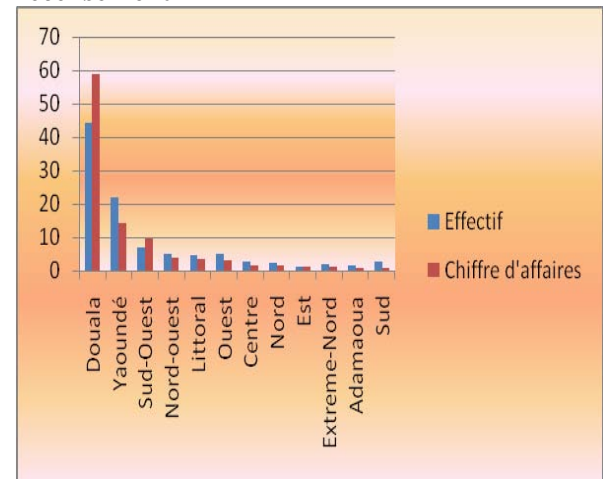
**Graphique 6: Répartition des emplois et du chiffre d'affaires par type**



Source : INS/RGE 2009

Il est à signaler que les très petites entreprises et les petites n'ont réalisé que 15,4% du chiffre d'affaires total, mais offrent 48,7% des emplois permanents tandis que les moyennes entreprises et grandes entreprises qui dégagent 84,6% du chiffre d'affaires total n'emploient que 51,3% des effectifs, ce qui souligne l'important rôle des TPE et des PE dans la création des emplois.

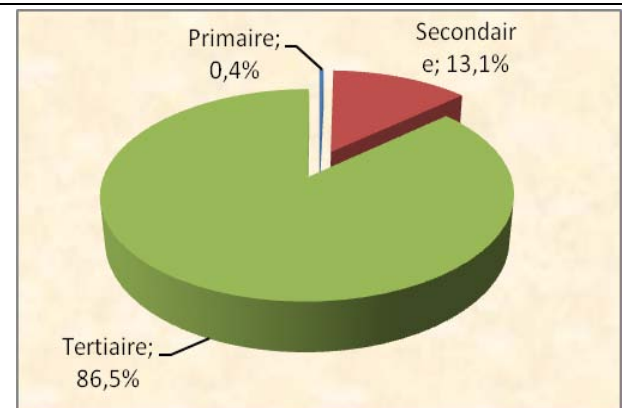
**Graphique 7: Répartition des effectifs employés et du chiffre d'affaires par région de recensement**



*Avec 86,5% d'entreprises, le secteur tertiaire demeure de loin le secteur dominant*

La prépondérance du secteur tertiaire est à relever avec 86,5% des unités recensées contre 13,1 % pour le secteur secondaire et 0,4% seulement pour le secteur primaire.

**Graphique 8 : Répartition des entreprises et leurs établissements par secteur d'activité**



Source : INS/RGE 2009

L'analyse suivant le profil montre que les trois quart de dirigeants ou de promoteurs d'entreprises sont des hommes. Les femmes qui occupent 27% des emplois permanents, ne dirigent qu'une entreprise sur quatre. Ce déséquilibre en faveur des hommes peut s'expliquer facilement. Selon les résultats de l'EESI2005, les femmes sont plus nombreuses dans le secteur informel. Les résultats

de l'EESI 2005 montrent que "les emplois féminins sont, à plus d'un titre, plus précaires que ceux occupés par des hommes. Les femmes disposent moins souvent d'un local professionnel pour leur activité. Près de 86,7% des femmes promotrices du secteur informel exercent sans local professionnel. Elles sont proportionnellement beaucoup plus nombreuses à exercer à domicile".

*Seule une minorité des entreprises tiennent une comptabilité conforme aux dispositions de l'OHADA*

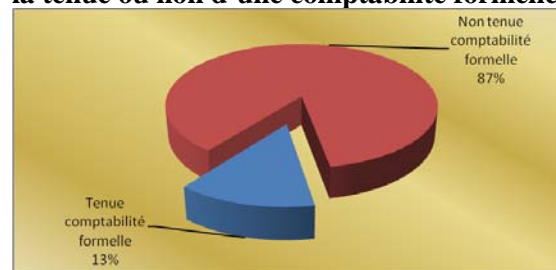
Le RGE révèle que seulement 42,9% d'entreprises camerounaises tiennent une comptabilité écrite contre 57,1% qui n'en tiennent pas du tout. Parmi les entreprises qui tiennent une comptabilité écrite, seulement 31,1% aboutissent à une comptabilité formelle, c'est-à-dire celle qui mène à la confection d'une Déclaration Statistique et Fiscale (DSF) ; ce qui fait seulement 13% de l'ensemble des entreprises. C'est une situation regrettable dans la mesure où la tenue d'une bonne comptabilité constitue un élément-clé de la transparence et de la gouvernance économique dans une entreprise.

C'est dire que des efforts importants restent à faire pour amener la majorité des entreprises à tenir une comptabilité formelle et réglementaire.

On peut donc se réjouir que dans le DSCE, le gouvernement, dans le but d'accompagner les

entreprises du secteur informel à migrer vers le secteur formel, s'engage à mettre en place une « formation dans le but d'aider ces acteurs à mieux suivre leurs activités par la tenue d'une comptabilité légère ».

**Graphique 8: Répartition des entreprises selon la tenue ou non d'une comptabilité formelle**

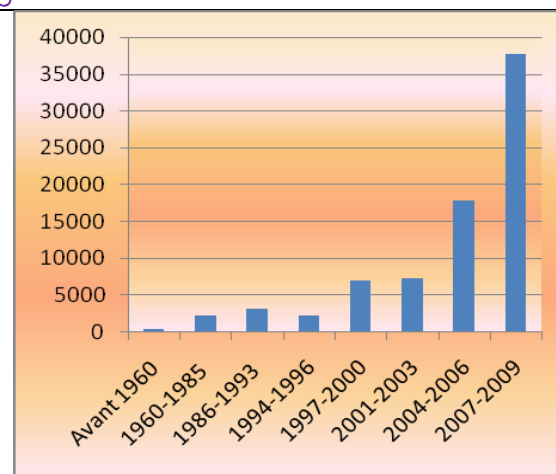


Source : INS/RGE 2009

*Un tissu d'entreprises jeune avec 81% ayant moins de 10 ans d'existence.*

Un constat qui se dégage des résultats est surtout la jeunesse des entreprises recensées : les entreprises installées il y a moins de 10 ans représentent 81% du total, contre 0,5% pour les entreprises créées avant 1960. Il faut encore noter que les deux tiers de ces jeunes entreprises sont des entreprises individuelles de très petite taille. Par ailleurs, plus de 85% des chefs d'entreprises ont moins de 50 ans d'âge.

**Graphique 9: Répartition des entreprises selon l'année de création**



Source : INS/RGE 2009

Les résultats font aussi ressortir le faible niveau de formation des chefs d'entrepreneurs, dans la mesure où 46% d'entre eux ont au plus le niveau du Primaire. Les diplômés de l'enseignement supérieur dirigent tout de même 40% des entreprises recensées.



*Si les nationaux détiennent très majoritairement le capital des très petites et petites entreprises, le capital étranger est surtout présent dans les grandes entreprises*

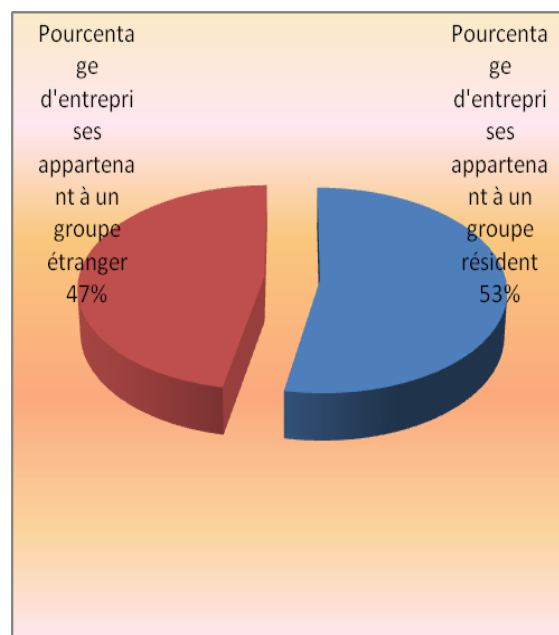
Une approche selon la nationalité du dirigeant confirme la suprématie des nationaux qui se retrouvent à la tête de 92% des 88 144 entreprises répertoriées et exercent en grande partie dans les très petites et les petites entreprises. En deuxième position se trouve les nigériens avec 4% des chefs d'entreprises qui exercent leurs activités principalement dans les très petites entreprises du sous secteur commercial. La gestion des grandes entreprises est à 45% aux mains des ressortissants des pays européens et des ressortissants américains. Ces grandes entreprises se retrouvent surtout dans les sous secteurs à haute intensité de capital, notamment dans le transport, les banques et assurances, l'agroalimentaire, l'extraction, la sylviculture et l'agriculture moderne.

Les entreprises à capital majoritairement national emploient 68,1% du personnel contre 15,6% pour les entreprises à capital majoritairement étranger. Dans le secteur primaire moderne, les entreprises à capital majoritairement étranger emploient 26,3% des effectifs permanents contre 30% dans le secteur secondaire et 9,4% dans le secteur tertiaire. Cependant, lorsqu'on considère la dimension des unités de production, on remarque que les étrangers s'intéressent très peu aux TPE et PE. Ils sont plus présents dans les moyennes entreprises (ME) et les grandes entreprises (GE). En effet les grandes entreprises à capital majoritairement étranger représentent 34,4% des unités de production de cette catégorie, et emploient 37,8% des effectifs permanents de la catégorie.

*Les entreprises appartenant à un groupe national ou multinational sont peu nombreuses et concentrées à Douala et Yaoundé*

La faible proportion des entreprises appartenant à un groupe national ou multinational est à relever. En effet, 413 unités seulement sont rattachées à un groupe et se retrouvent à plus de la moitié dans les moyennes entreprises et les grandes entreprises. Leur répartition spatiale fait la part belle à Yaoundé et Douala où sont concentrés 81% de ces unités de production.

**Graphique 10 : Répartition des entreprises appartenant à un groupe selon la nationalité de la tête de groupe**



Source : INS/RGE 2009

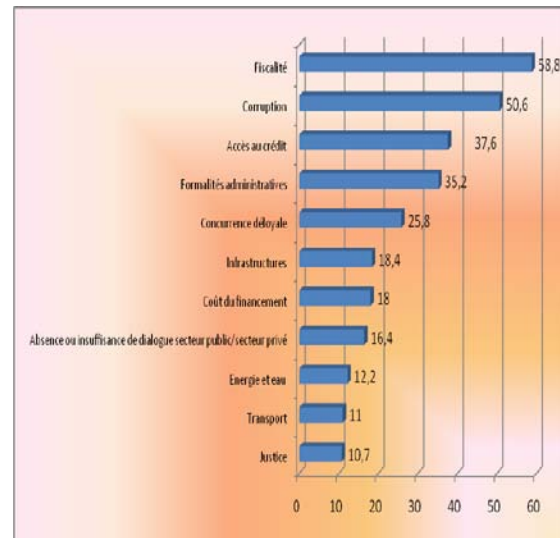
*Les questions fiscales et de gouvernance économique préoccupent au plus haut point les chefs d'entreprises.*

Interrogés sur les contraintes liées au déploiement de leurs affaires, les opérateurs économiques déplorent dans leur grande majorité l'environnement économique peu favorable au

développement de leurs activités au triple plan administratif, juridique et financier. Les obstacles les plus cités par les entrepreneurs sont par ordre d'importance la fiscalité pour 58,8%, la corruption

pour 50,6%, l'accès au crédit pour 37,6%, les formalités administratives pour 35,2%, la concurrence déloyale pour 25,8%, les infrastructures pour 18,4% et enfin le coût de financement crédit pour 18%. Les autres obstacles qui gênent la bonne marche des affaires se rapportent à l'insuffisance du dialogue entre le secteur privé et les pouvoirs publics, les pénuries de l'énergie électrique, le transport et le fonctionnement de la justice.

**Graphique 12: Les principaux obstacles à l'entrepreneuriat (en% des opinions des chefs d'entreprises)**



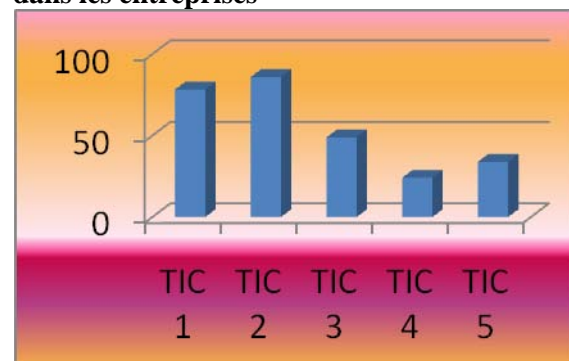
Source : INS/RGE 2009

Ces appréciations fort défavorables proviennent principalement des nationaux (53,8%) des chinois (57,9%) des nigériens (47,5%) des français (40,3%) et des américains 37%). Il s'agit à 56% des dirigeants des très petites entreprises et à 54% de ceux de petites entreprises. En effet, leur taille et sans doute leur surface financière les rendent plus vulnérables.

Le taux de pénétration des nouvelles technologies de l'information et de la communication dans les entreprises reste faible et se situe à moins de 50%.

Dans le domaine des technologies de l'information et de la communication (TIC), l'existence de l'ordinateur en entreprise est une pratique courante. En effet, dans l'ensemble des 8 035 entreprises interrogées (constituées essentiellement des PME des GE), seulement 22% ne disposent pas d'au moins un ordinateur comme outil de travail. La présence ou non de l'ordinateur en entreprise n'est pas toujours liée à la capacité du personnel à l'utiliser. Dans le fait, ils sont 86% d'entreprises dont au moins un employé sait utiliser un ordinateur. Globalement, l'ancrage des TIC reste faible dans les entreprises. A peine une entreprise sur deux est connectée à internet et une proportion plus faible (à peine une entreprise sur quatre) dispose d'un réseau intranet en son sein. Cette situation pourrait vite s'améliorer à la faveur de la forte concurrence observée dans le secteur des télécommunications et de l'abaissement considérable des coûts des supports tels que l'ordinateur et le téléphone<sup>2</sup>

**Graphique 11: Principaux indicateurs de TIC dans les entreprises**



- TIC 1 : Taux d'accès à l'ordinateur
- TIC 2 : Pourcentage d'employé sachant utiliser un ordinateur
- TIC 3 : Taux de connexion à internet
- TIC 4 : Pourcentage d'entreprise disposant d'un réseau intranet
- TIC 5 : Pourcentage d'entreprise utilisant internet pour les opérations d'affaires

Source : INS/RGE 2009



*C'est dans l'agriculture que les résultats de la recherche sont les plus valorisés*

Par ailleurs, malgré les efforts déployés par les pouvoirs publics pour vulgariser les résultats de la recherche, ils sont très peu utilisés. Il ressort que seulement 11% environ des chefs d'entreprises en font un usage. Toutefois, l'agriculture est le secteur qui vient en tête avec 76% des entreprises

qui utilisent les résultats de la recherche. Suivent l'extraction avec 30%, l'élevage avec 29%, l'électricité, gaz et eau avec 21% et les industries alimentaires avec 17%.

*La protection de l'environnement ne semble pas constituer une grande préoccupation pour les entreprises.*

En effet, seulement 15% des unités disposent en leur sein d'un dispositif y afférent. Toutefois, quelques sous secteurs retiennent l'attention avec des taux d'installation élevé. Il s'agit de l'agriculture avec 70%, de la sylviculture avec 60%, de l'extraction avec 50% et des industries alimentaires avec 35%. En dehors du sous secteur

sylvicole, les autres sont ceux dans lesquels on retrouve le plus grand nombre d'entreprises ayant un produit certifié ISO. Dans ce domaine où la moyenne se situe à 7%, le taux le plus élevé revient à l'élevage avec 29%, suivi de l'extraction avec 16%, de l'agriculture et des industries alimentaires avec 14%.

*Conclusion, recommandations et prochaines étapes*

## **1 Conclusion**

La réalisation de cette opération a permis d'actualiser une photo du tissu des entreprises vieille de près de trois décennies et fortement défigurée par la crise économique qui a sévit au cours des années 80 et 90. Les résultats ainsi produits constituent une riche source d'informations susceptibles de renforcer la confiance à la pertinence de mesures de politique économique en cours de mise en œuvre ou inscrites dans le document de stratégie pour la croissance et l'emploi (DSCE).

Le répertoire d'entreprises national qui a été mis en place à des fins statistiques est une base de données dont les opérateurs économiques pourront se servir, notamment pour les études de marché.

## **2 Recommandations**

Les principales recommandations retenues à ce stade des travaux d'analyse concernent :

- 1) La pérennisation du système d'informations sur les entreprises à travers la mise en place d'un dispositif de suivi du secteur entreprises, ce à quoi l'Institut National de la Statistique et les autres administrations concernées doivent s'atteler au cours des prochaines années.
- 2) La valorisation des résultats de cette opération à travers une amélioration de

l'accès aux principaux indicateurs et leur mise à la disposition des acteurs sectoriels.

- 3) Le renforcement du partenariat entre l'INS et certaines administrations impliquées pour la mise à jour régulière du répertoire d'entreprises.

## **3 Prochaines étapes**

Les prochaines étapes vont consister à la rédaction et à la publication des rapports portant sur les thèmes suivants :

1. Analyse structurelle des entreprises camerounaises ;
2. Quelles ressources humaines pour les entreprises camerounaises ?
3. Environnement des affaires et compétitivité des entreprises camerounaises ;
4. Diagnostic de l'industrie camerounaise ;
5. Impact des innovations et des technologies de l'information et de la communication dans la performance des entreprises camerounaises ;
6. Profil de l'entrepreneur camerounais.

